

OF 26/11/24

« Ici, on met à l'abri femmes et enfants »

Hier, Journée de lutte contre les violences faites aux femmes, le préfet du Finistère a visité un centre d'hébergement et de réinsertion sociale à Brest. Sa mission : mettre à l'abri les victimes, mais pas que...

Pas de plaque sur le porte et un interphone sans indication. Dans ce centre situé dans un quartier de Brest, la discrétion est une règle d'or. « Il ne faut surtout pas que les auteurs de violences puissent identifier le lieu. Ici, on met à l'abri femmes et enfants qui se retrouvent à la rue afin qu'ils échappent au danger. »

Patricia Roué est responsable de service au centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). L'immeuble accueille des victimes en urgence ou en cours de réinsertion sociale. « Les demandes sont de plus en plus nombreuses, constate le préfet, Alain Espinasse, qui détaille les chiffres. De janvier à octobre 2024, il y a eu 1 564 victimes de violences intrafamiliales dans le Finistère, soit 125 de plus pour la même période en 2023. 60 % d'entre elles sont victimes de violences conjugales. C'est le premier motif de placement en garde à vue dans le département. »

De 115 à 168 places d'hébergement

Face à cette situation, les pouvoirs publics augmentent les moyens : « On est passé de 115 places d'hébergement en 2019 à 168 places aujourd'hui », indique le préfet. Parmi les quatre CHRS qui existent en Finistère, il y a le centre de Brest, géré par le Croix-Rouge. Douze places sont réservées à l'accueil d'urgence à Kastell-Dour. Ouvert 24 h sur 24, il propose un hébergement en chambre avec des espaces communs comme la salle à manger, la buanderie et le jardin. « Les travailleurs sociaux sont présents jour et nuit pour écouter et accom-



Le préfet du Finistère, Alain Espinasse (à droite), a visité un centre d'hébergement à Brest, hier, Journée de lutte contre les violences faites aux femmes. (Photo: Ouest-France)

agner », ajoute la responsable. Une salle colorée, équipée de jouets, permet de sécuriser et encadrer les enfants « victimes, eux aussi, de ces violences ».

À l'étage, aux Ajoncs, autre structure située sous le même toit, 24 appartements peuvent accueillir 50 personnes en réinsertion sociale. Là, la durée de séjour est plus longue, jusqu'à dix-huit mois, car il s'agit d'aider les personnes à retrouver leur autonomie. Enfin, un autre dispositif appelé Fidis a été mis en place il y a deux ans (18 places à Brest et 2 à Landerneau).

Deux ans d'attente

« Tous ces dispositifs financés par différentes collectivités répondent aux parcours très compliqués des

victimes, ajoute le préfet. La plupart du temps, elles ont tout perdu en partant de chez elles. Cela demande un vrai courage et ça nécessite un vrai accompagnement. »

Le point noir, c'est que le centre de Brest est tout le temps complet. « Il y a deux ans d'attente pour les studios, et entre six mois et un an pour les appartements avec deux ou trois chambres, regrette Patricia Roué.

Malheureusement, vu ces délais, on perd des femmes en cours de route. « À noter également, l'existence d'un seul centre de six places dans le Finistère dont la mission est d'accompagner les conjoints violents. Situé à Brest, il est géré par l'association Don Bosco. « Il faudrait évidemment faire plus », conclut le préfet.

Lucile VANWEYDEVELDT.

500

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, hier, deux rassemblements étaient organisés dans le département. À Morlaix, environ 200 personnes se sont rassemblées à l'initiative de l'association L'Amazée. À Quimper, ce sont environ 300 personnes qui ont répondu à l'appel de l'association Nous Toutes Quimper et du Collectif Trans en Finistère Sud.